

«La guerre n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens» (Carl von Clausewitz, 1832) : la guerre n'est qu'un instrument du politique pour atteindre ses objectifs. La guerre est donc un choix d'acteurs. La nature même des conflits est politique : la guerre au premier abord n'est pas une opposition passionnelle, mais elle repose sur des clivages construits et diffusés par des acteurs politiques. La compréhension des conflits suppose donc une étude approfondie des acteurs, de leurs motivations et de leurs représentations politiques.

Pour autant, la forme des conflits dépend d'un contexte et d'une époque. La nature des combats et les théâtres des conflits ont été transformés par un ensemble d'événements tq l'éclatement du bloc soviétique, les attentats du WTC ou encore l'essor des nouvelles technologies.

Les conflits se déroulent majoritairement au sein des Etats. Les cibles des guerres ne sont plus seulement les armées mais des populations civiles. Les lieux des batailles sont de plus en plus confinés au sein des populations, dans les villes ou les villages. Les frontières séparant combattants et non-combattants deviennent plus floues.

Ces évolutions s'accompagnent d'une tentative de gouvernance mondiale.

Tous les continents sont concernés par les conflits.

Les conflits aujourd'hui revêtent tous une dimension régionale ou même internationale, avec le **risque de l'interconnexion entre foyers de crise**, qui est la donnée nouvelle à gérer.

Pour appréhender ces guerres et conflits il faut la boîte à outils du géographe et du cartographe pour manier les échelles spatiales pertinentes (rôle accru des conflits dans les quartiers des grandes villes), sur plusieurs temporalités et selon une combinaison chaque fois singulière de facteurs externes (compétition violente) et internes (part des identités, du symbolique, des représentations de l'autre).

Avec l'apparition de nouvelles conflictualités, apparition de nouveaux acteurs, autre que les puissances militaires traditionnelles : rôle croissant des conflits asymétriques mêlant combattants irréguliers et brigades internationales mobiles qui défient des armées régulières. Rôle accru des sociétés victimes et parfois actrices de massacres (Rwanda, RCA).

## **1. Le conflit un phénomène multiscalaire**

Pour comprendre les conflits, il est nécessaire de varier les échelles d'analyse pour saisir les réalités multiformes de la guerre contemporaine. Le conflit est, de fait, un phénomène multiscalaire : les espaces touchés par un conflit ne se limitent pas aux seuls affrontements, car ses conséquences sont visibles à toutes les échelles.

**Exemple 1 La guerre en Syrie (2011- )** entraîne, par exemple, un **fort clivage international** entre les pays soutenant le régime syrien et ceux qui soutiennent les opposants (voir schéma). A l'échelle régionale, ce clivage est également très important pour différentes raisons.

### **Turquie :**

- litige territorial avec le Sandjak d'Alexandrette
- la pression sur les eaux de l'Euphrate par la Turquie avec le complexe de barrages GAP
- la question kurde : Syrie a abrité le responsable de l'opposition kurde jusqu'en 2005
- Après un réchauffement des relations, nouvelles tensions depuis le début de la crise, la Turquie soutenant les rebelles.

### **Iran**

- Soutient le gouvernement syrien (ennemi irakien en commun)

### **Arabie Saoudite**

- allié des EU
- soupçonne Syrie de l'attentat contre Rafik Hariri en 2005

### **Liban**

- 1976-2005 : Syrie occupait le Liban. Se retire après attentat de Rafik Hariri
- Liban sous influence syrienne
- Soutient le Hezbollah chiite au sud du Liban

### Israël

- oppositions armées depuis 1948
- Pression armée syrienne sur Israël ( Hamas à Gaza, Hezbollah au Liban)
- position israélienne ambiguë : craint un gouvernement islamiste.



### Les implications régionales de la crise syrienne.

**A l'échelle nationale**, émerge peu à peu une division littoral-intérieur des terres, avec d'un côté, des territoires aux mains des opposants (un «croissant» de villes hostiles au régime du sur à l'est en passant par le nord-ouest) et les zones favorables au régime et/ou contrôlées par l'armée gouvernementale, la géographie des combats se superposant à celle de la répartition des groupes ethniques (Alaouites sur le littoral, Sunnites à l'intérieur des terres, Kurdes aux marges septentrionales à la frontière avec la Turquie et Druzes à la frontière avec la Jordanie). Enfin à l'échelle de la ville d'Alep, les quartiers aisés et universitaires sont épargnés tandis que les quartiers populaires et centraux sont le lieu d'affrontement entre l'armée régulière et l'armée syrienne libre. Des enjeux symboliques, ethniques et économiques sont à l'oeuvre à cette échelle.

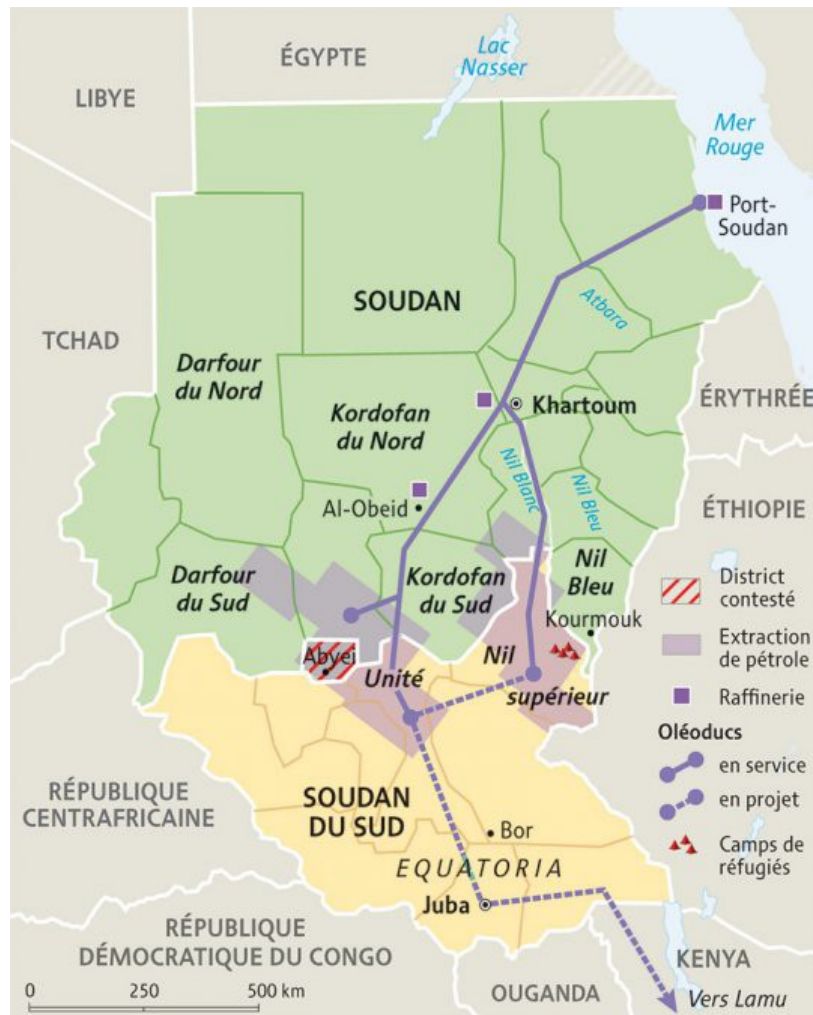
### Voir schéma en annexe

**A l'échelle locale**, la prise des villes joue un rôle symbolique et stratégique majeur, et les affrontements en zone urbaine sont particulièrement violents, faisant resurgir le spectre de la guerre civile dans une ville assiégée où chaque immeuble compte (voir la guerre de Kobané, ou celle de Damas). Dans le cas de Damas, capitale syrienne, des rues commerçantes noires de monde, des devantures flambant neuves, des cafés confortables où se presse la jeunesse dorée... Rien dans les images véhiculées par le gouvernement, au premier abord, ne détonne avec l'ordinaire d'une cité prospère du Proche-Orient. Rien, sauf peut-être cette présence un peu plus insistante de militaires, ces portraits officiels omniprésents et surtout, au loin, ces colonnes de fumée noire qui rappellent

que l'enfer n'est pas loin. Et pourtant 200 000 personnes auraient trouvé la mort depuis le début du conflit.

### Exemple 2 – La guerre entre les Soudan

Après une longue lutte d'une cinquantaine d'années, le Sud-Soudan est devenu indépendant en 2011. Toutefois, depuis Décembre 2013, sur un fond mêlant conflit politique, tensions ethniques et contrôle du pétrole, le 193ème état est au bord du précipice. Si la naissance de cet Etat répondait à de réelles aspirations populaires, il est important de ne pas oublier les enjeux de son indépendance. Différents Etats ont œuvré en coulisse pour la partition du Soudan, et ne semblent pas aujourd'hui contrôler « leur » création. Passage en revue de trois acteurs ayant d'importants intérêts dans la région des deux Soudans.



Répartition du pétrole: un enjeu crucial pour les Deux Soudans

**Les Etats-Unis** sont en froid avec Khartoum depuis le début des années 90, lorsqu'Omar el-Béhir (arrivé au pouvoir en 1989) a déclaré l'état soudanais comme islamiste. Depuis, le Soudan est considéré, comme la Somalie, comme un foyer du terrorisme international, menaçant directement la sécurité des Etats-Unis. Au-delà de l'aspect sécuritaire, le Soudan dispose également d'importantes ressources pétrolières, intéressant les américains. Situé majoritairement dans le sud du pays, les Etats-Unis avaient tout intérêt à soutenir l'indépendance du Sud-Soudan afin de mettre en place un gouvernement plus favorable à Washington aussi bien au niveau stratégique qu'économique. Néanmoins, la guerre civile fait rage au Soudan du Sud et les américains ne semblent pas en mesure de contrôler la situation.

**La Chine** mène une active « diplomatie des ressources » en Afrique, où elle se retrouve souvent en concurrence avec les Etats-Unis. Pour la Chine, le Soudan est important dans la mesure où le brut soudanais représente entre 5 et 10% des besoins pétroliers chinois. Or à l'inverse des occidentaux, La Chine ne prend pas en compte les critiques des ONG dénonçant les Etats faisant affaire avec Khartoum. La Chine a donc considérablement investi au Soudan et s'est chargé de protéger le pays à l'ONU. Opposé à sa partition, la Chine a pourtant su habilement garder de bons contacts avec Khartoum et Juba. Conscient que 75% du pétrole est au sud, mais que la totalité des infrastructures d'acheminement sont au nord, la Chine supporte depuis 2010 le projet d'un oléoduc passant par le Kenya. Pékin, qui s'est d'ailleurs proposé comme médiateur dans le conflit interne au Sud-Soudan, semble donc mieux se débrouiller que les Etats-Unis pour conserver ses intérêts dans la région.

**Israël** attache également un intérêt particulier au Soudan. Le régime d'Omar el-Béchar est une double menace pour Israël : c'est un pays allié de l'Iran, et un fournisseur d'armes pour le Hamas. Au Soudan s'applique donc « l'alliance de la périphérie », doctrine de la politique étrangère israélienne visant à développer des alliances stratégiques avec les pays non-arabes pour lutter contre l'union des pays arabes contre Israël. L'état hébreu a donc multiplié les contacts avec l'Ouganda, le Kenya mais aussi favorisé l'émergence d'un Sud-Soudan chrétien et animiste. Comme l'explique l'ancien ministre israélien de l'intérieur Avi Dichter, il est « important qu'Israël ait maintenu le conflit au Sud-Soudan, pendant trois décennies, et qu'il le maintienne maintenant à l'Ouest du Soudan ». La situation au Darfour, accompagné des désordres au Sud-Soudan empêchant le Nord de profiter de l'argent du pétrole, est donc pour le moment dans l'intérêt stratégique israélien.

## **2. L'évolution des terrains des conflits**

Les terrains des conflits évoluent et sont toujours plus confinés au cœur des populations non combattantes. Lors des guerres interétatiques, les affrontements entre armées étaient en grande partie limités à des champs de batailles éloignés des civils. Cela ne signifie pas que les populations n'avaient pas à pâtir des guerres, ni que les villes n'en étaient pas affectées, mais le choix des lieux d'affrontement obéissait principalement à une logique de destruction ou d'affaiblissement des armées de l'adversaire. Dans le cas de guerres conventionnelles, comme lors de la première guerre du Golfe ou dans la première phase des affrontements en Irak en 2003, les offensives menées et les troupes déployées sont strictement encadrées par des règles d'engagement qui doivent être conformes à la Convention de Genève (1949). L'exemple irakien est également symbolique des nouvelles formes de conflictualité puisque celui-ci s'est à son tour très vite transformé en une guerre asymétrique, touchant des zones urbaines, qui s'est prolongé bien au-delà de l'arrêt officiel des combats le 1<sup>er</sup> mai 2003.

Aujourd'hui , **les guerres sont de plus en plus localisés au sein des populations**, les prenant souvent pour cibles. Le général Rupert Smith, s'appuyant sur les conflits en ex-Yougoslavie et au Rwanda, définit la notion de « guerre au sein des populations ». Les acteurs qui s'affrontent ne sont plus des Etats mais les populations les unes contre les autres. La frontière entre combattant et non-combattant devient encore plus floue, les civils devenant les cibles (prioritaires) des combats, l'objectif étant l'élimination de toute forme de résistance par tous les moyens.

**La ville devient le théâtre privilégié** d'affrontement pour des raisons politiques (lieu du pouvoir, espace de débat), démographiques (espace dense de peuplement) et stratégiques. Le siège d'une ville telle que Sarajevo mais aussi Gaza ou Kobané en 2014 est exemplaire : encerclement par les troupes ennemies, stratégies de contournement des habitants (construction de tunnels), bombardements et destructions stratégiques et symboliques, utilisation de snipers...